

Opinion : Il faut engager une nouvelle conversation sur la religion et la laïcité au Canada

Geoffrey Cameron et Karen Hamilton, exclusif au Vancouver Sun, 18 mars 2015

Est-il acceptable qu'au Canada, une femme garde le visage voilé pour prêter le serment de citoyenneté? Un conseil de ville peut-il commencer une réunion par une prière? Quel rôle joue la liberté de religion dans la politique étrangère du Canada? Une université privée peut-elle exiger de ses étudiants qu'ils signent un accord éthique fondé sur des enseignements religieux?

Voilà des questions qui font la une des journaux depuis un an et auxquelles il n'est pas facile de répondre. D'aucuns soutiennent que la religion devrait être limitée au monde privé de la croyance personnelle, mais cette conception de la laïcité n'a pas sa place dans le contexte d'une société de plus en plus pluraliste.

Il serait illusoire de s'attendre à voir la religion exclue de la vie publique. Plus de 75 pour cent des Canadiens, selon le recensement de 2011, se déclarent affiliés à une religion, la plupart des autres étant susceptibles de se déclarer « spirituels, mais non religieux. »

Ce qui change cependant, c'est la diversité même des croyances. L'immigration au Canada s'est traduite par de nouvelles idées et pratiques qui continuent de transformer notre tissu social et culturel. Les jeunes examinent les questions d'ordre spirituel sous des angles différents. Tout cela signifie qu'il nous faut adopter une nouvelle façon de parler de notre vie commune, car la laïcité ne répond pas aux attentes de la plupart.

L'idée de la laïcité comporte ses avantages. Nous ne voulons pas d'une théocratie où c'est la religion qui contrôle et où le pouvoir corrompt les croyances. Nous ne voulons pas, non plus, que le point de vue d'une majorité amène à fouler aux pieds le droit des minorités de croire et de pratiquer leur religion. Si la promotion de la tolérance religieuse, du respect mutuel et des vertus de la liberté de pensée a connu le succès, c'est grâce aux idées et aux pratiques de la laïcité.

À pousser les choses à l'extrême en excluant toute religion du discours public, on risque cependant de marginaliser des groupements considérables et de décourager l'important travail d'organismes et de bénévolat religieux. La laïcité stricte sape l'intégrité des pratiques spirituelles et culturelles de peuples autochtones. Elle suscite une forme subtile d'exclusion qui amène des groupes à se sentir marginalisés et privés de débouchés vers

l'engagement civique. Ce sentiment d'exclusion et d'isolement peut mener à la radicalisation. Le retrait de la religion de la sphère publique risque aussi d'engendrer la suspicion à l'égard des minorités. Celle-ci peut à son tour renforcer les préjugés exprimés par la voie de gestes et de paroles islamophobes et antisémitiques.

Une laïcité trop rigoureuse peut également amoindrir notre vie publique en nous privant de la richesse de sens de concepts religieux. Notre notion des droits humains peut découler de traditions de pensée religieuse porteuses de la valeur sacrée et intrinsèque de la vie humaine. L'interprétation d'un traité comme une alliance sacrée plutôt qu'une entente juridique émane de traditions de pensée autochtones. En accordant plus d'importance au pluralisme religieux dans notre discours public, nous pourrions encourager la participation civique et élever notre conversation nationale au-delà des catégories égoïstes de l'intérêt personnel et de l'avantage économique.

Être citoyen canadien représente plus que détenir un passeport : c'est être membre d'une société entière. Le citoyen contribue à faire de sa société un meilleur endroit où vivre, en travaillant avec son prochain au bien-être de tous. Il faut revitaliser la citoyenneté canadienne, non pas par la surveillance des frontières et les mesures punitives, mais en adoptant un nouveau niveau de tolérance et de respect mutuel. Nous avons besoin, en tant que société, de nous sentir confiants que des croyances et des pratiques religieuses diverses (même celles que nous ne comprenons pas) peuvent être admises dans le discours public sans menacer la cohésion sociale. Les points de vue conflictuels sont inévitables et peuvent mettre du temps à se résoudre, mais il faut avoir foi que le bien-être collectif est mieux servi par une sphère publique ouverte et dynamique, libre de préjugés et de récriminations, que par un régime disciplinaire de conversation publique laïque.

Nous collaborons, avec des amis et des collègues d'organismes religieux aussi bien que laïques, à la préparation d'une conférence intitulée Notre société entière : combler le fossé religieux-laïque, au UBC Robson Square, du 22 au 24 mars. Notre initiative se veut une modeste contribution à notre vision d'une sphère publique canadienne plus tolérante, plus respectueuse, plus inclusive.

Geoffrey Cameron est doctorant, boursier Trudeau et chercheur principal de la Communauté baha'i du Canada. Karen Hamilton est secrétaire générale du Conseil canadien des Églises.